



Déclaration de la FSU 27 au CSA SD de l'Eure du mercredi 4 février 2026

F.S.U. 27

Madame la Directrice académique,

Nous ne pouvons pas commencer ce CSA sans évoquer notre profonde solidarité avec notre collègue agressée hier à Sanary, ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté éducative de l'établissement. Nous lui adressons tout notre soutien et espérons de toutes nos forces son rétablissement alors que son pronostic vital est engagé.

Cette agression, commise par un élève de 14 ans en pleine classe, qui a porté plusieurs coups de couteau à son enseignante, rappelle brutalement la réalité des violences auxquelles sont exposés les personnels de l'Éducation nationale.

Ces actes ne peuvent être ni banalisés ni instrumentalisés. Ils posent une question essentielle : celle des conditions d'exercice du métier d'enseignant et du climat scolaire, dans un contexte de dégradation continue des moyens humains et éducatifs.

La sécurité des personnels et des élèves ne peut se réduire à des réponses uniquement sécuritaires. Elle exige une politique éducative ambitieuse : plus de moyens, plus de prévention, plus d'accompagnement, plus de temps éducatif, et une reconnaissance réelle du travail des personnels.

Pour en venir à l'ordre du jour, les personnels de l'Éducation nationale de notre département ne peuvent que constater l'écart grandissant entre les engagements affichés et la réalité qu'ils vivent au quotidien. Les principes que vous avez rappelés à plusieurs reprises – dialogue social, défense du service public d'éducation, protection des personnels confrontés aux violences, reconnaissance du rôle indispensable des AESH – peinent à trouver une traduction concrète sur le terrain. Trop souvent, les alertes adressées à la DSDEN restent sans suite, les collègues qui sollicitent l'institution se sentent isolés, et les décisions budgétaires viennent accentuer ce sentiment d'abandon.

Dans ce contexte déjà lourd, l'annonce des suppressions de postes prend une dimension particulièrement brutale. Alors que 272 postes disparaissent à l'échelle académique, notre département est directement touché par la suppression de 29 ETP d'après les données académiques, mais cela se traduit concrètement par la perte de presque 34 ETP d'heures postes et de presque 12 ETP d'HSA. L'impact va être colossal sur nos collègues ! Ces choix fragilisent encore davantage une école qui tient déjà dans des conditions extrêmement dégradées. Les personnels ont le sentiment que l'on exige toujours plus d'eux, avec toujours moins de moyens, pendant que le discours institutionnel tente d'enrober ces décisions d'images ou de métaphores qui ne résistent pas à l'épreuve du réel.

La FSU 27 souhaite donc vous faire part de la profonde inquiétude et de la colère qui s'expriment aujourd'hui dans les établissements du département.

Ces dernières semaines ont pourtant montré que certaines réformes imposées sans concertation pouvaient être remises en cause sous la pression des personnels. L'abandon du caractère obligatoire

des groupes de niveaux au collège, ou encore l'échec du parcours en Y dans les lycées professionnels, en sont des illustrations claires. Ces reculs confirment une évidence : on ne peut pas transformer l'École durablement contre l'expertise et l'engagement de celles et ceux qui la font vivre. Ils posent aussi des questions restées sans réponse, notamment sur l'avenir de la 26^e heure en sixième et sur la place de la technologie, discipline dont la disparition en sixième depuis la rentrée 2023 a provoqué une rupture des apprentissages que les équipes dénoncent unanimement.

S'agissant plus directement de l'ordre du jour de ce CSA, la FSU ne peut que dénoncer la logique comptable qui préside une nouvelle fois aux décisions ministérielles. Après des annonces confuses et tardives, les suppressions de postes s'accumulent, année après année. Comment prétendre lutter contre les difficultés scolaires tout en dégradant continuellement les conditions d'enseignement ? Comment parler d'école inclusive quand les moyens nécessaires à l'adaptation des parcours des élèves en situation de handicap sont retirés ? Comment répondre à la crise d'attractivité des métiers de l'éducation quand les personnels subissent fermetures de postes, mesures de carte scolaire, services éclatés et compléments imposés ?

L'argument de la baisse démographique, invoqué pour justifier ces suppressions, ne convainc pas les personnels. Cette politique de réduction des moyens était déjà à l'œuvre lorsque les effectifs augmentaient. Il s'agit bien d'un choix budgétaire, réalisé au détriment de l'enseignement public, de ses élèves et de ses personnels. Là où les effectifs diminuent, la FSU demande au contraire que cela soit l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement, de réduire les effectifs par classe et de renforcer les capacités de remplacement.

Nous souhaitons également attirer votre attention sur des situations locales particulièrement préoccupantes, comme la disparition de la 6^e SEGPA du collège Jean Rostand. Les élèves concernés, désormais répartis dans des classes ordinaires souvent chargées, ne bénéficient plus que très marginalement d'un enseignement réellement adapté. Les enseignants spécialisés, contraints d'intervenir de manière éclatée, témoignent de leur impossibilité à exercer leur métier dans des conditions respectueuses de leurs missions, ce qui génère une souffrance professionnelle importante et nuit gravement à la réussite des élèves.

Nous continuons de dénoncer les effectifs des ULIS collège : 14 élèves dans une grande partie des dispositifs du département, c'est continuer à mépriser la circulaire de 2015 qui fixe le nombre d'élèves à 10, c'est ne pas prendre en compte la surcharge de travail que cela occasionne pour les coordonnateurs et coordonnatrices ULIS collège, c'est oublier à quel point cela détériore les conditions de scolarisation et d'inclusion des élèves du dispositif. Nous réitérons aussi notre demande d'augmenter le temps d'accompagnement des AESH co de ces dispositifs.

La FSU 27 s'inquiète enfin des conséquences à venir des suppressions de postes et de la baisse des dotations horaires globales : multiplication des compléments de service, fragilisation des équipes, disparition progressive de certaines disciplines. Nous demandons un moratoire immédiat sur les fermetures de postes en allemand et en italien. Ces langues sont déjà en grande difficulté dans le département, avec des enseignants contraints d'exercer sur deux, voire trois établissements. Dans ces conditions, il devient illusoire de rendre ces enseignements attractifs et pérennes. Nous demandons également que les suppressions de postes soient analysées à l'échelle des secteurs géographiques, notamment dans les disciplines en tension comme les SVT. Et nous alertons sur la situation des lettres classiques : le nombre d'heures consacrés aux LCA ne cesse, d'année en année, d'être rogné mettant en péril le latin et le grec là où il y a encore des enseignants de lettres classiques en poste.

Nous réaffirmons par ailleurs notre exigence de transparence dans l'élaboration et la présentation des DHG au sein des établissements. Trop souvent encore, les équipes ne disposent pas de

l'ensemble des informations nécessaires pour un débat éclairé, les décisions concernant options et dispositifs sont prises sans concertation réelle, et la DHG n'est pas toujours soumise au vote des instances. Cette opacité alimente incompréhension et tensions, et conduit parfois des collègues à apprendre la suppression de leur poste de manière indigne.

Les hommages appuyés rendus récemment au rôle des enseignants, à leur engagement et à leur mission essentielle pour la société ne sauraient masquer une réalité plus prosaïque : ces missions exigent des moyens, une politique ambitieuse de formation, de recrutement et de rémunération, et un respect réel des personnels. Les mots, aussi valorisants soient-ils, ne remplacent ni les postes ni les conditions de travail nécessaires pour faire réussir tous les élèves.

Si l'avenir de notre société se joue effectivement chaque jour dans les classes, alors il est urgent de donner à l'École publique, laïque et obligatoire les moyens de fonctionner dignement. La FSU continuera, dans le département, à se tenir aux côtés des personnels pour défendre le service public d'éducation et celles et ceux qui le font vivre, souvent au prix d'un engagement toujours plus lourd.